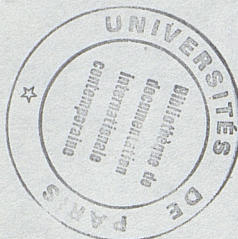




ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS



6° année / N° 278

du 12 au 18 juillet 1988

POLITIQUE

Les Etats-Unis proposent une réunion centraméricaine sans le Nicaragua
L'URNG : La majorité est contre la politique gouvernementale
Le procureur des droits de l'homme accuse la présidence
Les enseignants condamnent un attentat contre un professeur
Mauvaise gestion de l'Etat

ECONOMIE

200 millions de dollars de facture pétrolière

INSURRECTION

L'URNG attaque un détachement militaire dans le Peten

MOUVEMENT POPULAIRE

Manifestation des travailleurs de l'Etat
Les syndicats demandent la réalisation d'un dialogue national

DROITS DE L'HOMME

Une délégation d'Amnesty International au Guatemala
Un soldat assassine un mineur

4° P. 12315

POLITIQUE

LES ETATS-UNIS PROPOSENT UNE REUNION CENTRAMERICAINE SANS LE NICARAGUA

L'ambassadeur itinérant de l'administration Reagan pour l'Amérique centrale, Morris Busby, est arrivé le 15 juillet au Guatemala. Il a été reçu durant plus de trois heures par le ministre des Relations extérieures, Alfonso Cabrera. Cette réunion avait pour but d'analyser les problèmes de l'Amérique centrale, en particulier la situation du Nicaragua.

Busby a renouvelé à Cabrera la proposition nord-américaine concernant une rencontre des ministres des Relations extérieures de la région, le 1er août dans la capitale guatémaltèque, à l'exception du Nicaragua.

L'URNG : LA MAJORITE EST CONTRE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

Dans son émission du 15 juillet, la station de radio Voz popular, organe de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), met l'accent sur la "déstabilisation" de la situation nationale créée par la politique gouvernementale. La répression exercée contre les secteurs protestataires "provoque l'indignation populaire et peut déclencher une explosion incontrôlable".

Les ménagères, les étudiants, les secteurs populaires, les chauffeurs de camion, les chauffeurs de taxis, les paysans, la Conférence épiscopale guatémaltèque, le procureur des droits de l'homme se sont opposés à la libération des prix et à la dévaluation du quetzal ; seuls la classe gouvernementale, l'armée et les détenteurs des grandes fortune sont favorables à de telles mesures.

Le mécontentement croissant des différents secteurs de la population guatémaltèque démontre que la majorité du pays s'oppose aux mesures économiques adoptées par le gouvernement du président Cerezo.

LE PROCUREUR DES DROITS DE L'HOMME ACCUSE LA PRESIDENCE

Gonzalo Menendez de la Riva, procureur des droits de l'homme, a accusé le 14 juillet la Commission de défense des droits de l'homme, rattachée à la présidence de la République, de s'immiscer dans les attributions du tribunal des droits de l'homme.

Menendez de la Riva précise que le tribunal a reçu plus de 700 dénonciations de violation des droits de l'homme en 1988, que "tous les cas sont importants", et qu'il y a de nouveaux cas de disparitions pour des raisons politiques.

LES ENSEIGNANTS CONDAMNENT UN ATTENTAT CONTRE UN PROFESSEUR

Le 18 juillet, le Syndicat des travailleurs de l'enseignement du Guatemala (STEG) a condamné l'attentat dont a été victime Juan José Castillo, professeur dans l'établissement secondaire Tecun Uman, dans la municipalité Tiquisate, département de Escuintla (sud du pays). Castillo a été agressé à l'entrée de son domicile. Avocat, Castillo est militant du Parti national rénovateur (PNR) et collabore avec plusieurs organisations sociales et culturelles de la localité. Il a à plusieurs reprises exprimé des réserves à l'égard de la municipalité démocrate-chrétienne.

MAUVAISE GESTION DE L'ETAT

L'Institut de recherches économiques et sociales (IIES) de l'université de San Carlos a publié le 13 juillet un document analytique sur la situation du pays. Les principaux facteurs empêchant la consolidation du gouvernement du président Cerezo sont la mauvaise gestion de l'Etat, la défense d'intérêts sectaires et l'influence de certains groupes de pressions. La faiblesse du gouvernement démocrate-chrétien s'explique par l'absence d'un projet populaire et d'un projet de développement national capable d'assurer "la reproduction".

matérielle et spirituelle de la majorité des Guatémaltèques". Dans la conjoncture actuelle, la décision de libérer les prix des produits de base et de dévaluer la monnaie nationale affecte d'autant plus la stabilité du régime.

ECONOMIE

200 MILLIONS DE DOLLARS DE FACTURE PETROLIERE

Le montant de la facture pétrolière due au Venezuela et au Mexique depuis 1986 s'élève à 200 millions de dollars, a fait savoir le 14 juillet le député de l'opposition Hector Luna Troccoli, membre de la commission des Finances du Congrès de la République.

En 1986, la dette vis-à-vis de ces pays pour l'achat de brut était de 110 millions de dollars. Elle est aujourd'hui de 200 millions de dollars. C'est pourquoi le gouvernement a autorisé l'augmentation de 8 à 38% des prix des combustibles.

Selon le ministre de l'Energie et des Mines, Rolando Castillo Contoux, le Guatemala espère augmenter sa production de pétrole grâce à un investissement de 150 millions de dollars, qui sera réalisé en 1989 par les compagnies Hispanoil et Exxon.

INSURRECTION

L'URNG ATTAQUE UN DETACHEMENT MILITAIRE DANS LE PETEN

L'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) a rendu compte le 16 juillet de l'attaque d'un détachement de l'armée dans le village de Santo Tomas, municipalité Sayaxché. L'URNG a également occupé les localités de El Plantel, Los Olivos et Guatelinda, ainsi que cinq tronçons de route entre les 5 et 11 juillet dans le département du Peten (nord du pays).

Au cours de la première semaine de juillet, les unités de l'URNG ont causé 8 pertes à l'armée et avarié 2 hélicoptères de la Force aérienne guatémaltèque dans le département du Quiché (nord-ouest du pays).

MOUVEMENT POPULAIRE

MANIFESTATION DES TRAVAILLEURS DE L'ETAT

Près de 18 000 employés de l'Etat ont manifesté le 15 juillet dans tout le pays pour protester contre la politique économique du gouvernement Cerezo et le non-respect des accords signés en mars dernier avec l'Unité pour l'action syndicale et populaire (UASP).

Manuel Meneses, secrétaire général du syndicat des travailleurs du ministère des Finances, a critiqué l'ingérence des Etats-Unis dans les questions internes du Guatemala. Il a annoncé "des mesures plus dures" dans les prochains jours, pour lutter contre les mesures gouvernementales.

LES SYNDICATS DEMANDENT LA REALISATION D'UN DIALOGUE NATIONAL

La Coordination syndicale unitaire (COSU) a lancé le 14 juillet "un appel urgent" à la Commission nationale de réconciliation en vue de la réalisation d'un dialogue national. Le dialogue apparaît comme la voie pour éviter la violence et pour que les forces vives du pays "cherchent les solutions aux problèmes qui assaillent le peuple de manière intelligente, sincère, civilisée".

DROITS DE L'HOMME

UNE DELEGATION D'AMNESTY INTERNATIONAL AU GUATEMALA

Ingrid Ouchi, membre d'Amnesty International en Belgique et Nigel Rodley, conseiller juridique de cette organisation en Angleterre, ont rencontré le 13 juillet les membres de la Commission des droits de l'homme du Congrès de la République. Ils ont analysé les garanties individuelles et collectives des Guatémaltèques après 30 mois de gouvernement de la Démocratie chrétienne guatémaltèque (DCG).

Selon les délégués d'A.I., le gouvernement du président Cerezo "doit veiller" à éviter les violations des droits de l'homme et adopter des mesures en ce sens.

UN SOLDAT ASSASSINE UN MINEUR

D'après une dénonciation du 12 juillet, le soldat Carlos Gonzalez, de garde à la base des parachutistes Felipe Cruz de Puerto San José, département de Escuintla, a tiré sur José Manuel Vasquez, 12 ans.

L'enfant a été tué alors qu'il coupait des herbes pour alimenter le bétail sur un terrain situé en face de la base militaire. Cette base est un centre d'entraînement des forces parachutistes, troupes d'élite de l'armée guatémaltèque.